

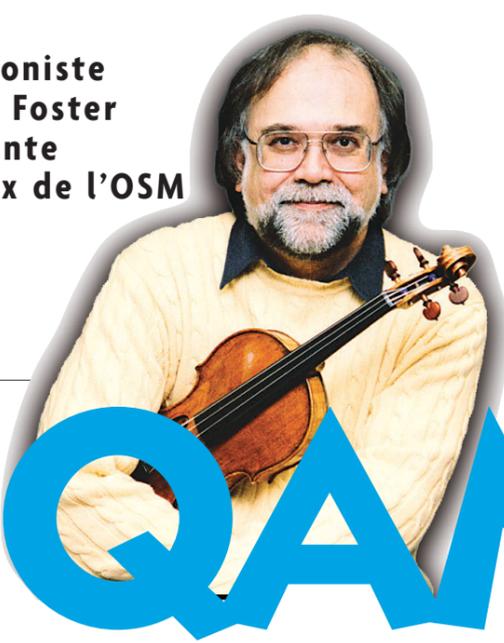
Stefan Winter, spécialiste des mondes arabe et turc

Page 6



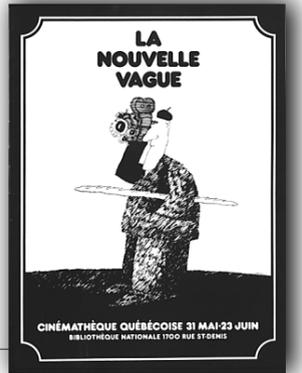
Le violoniste Martin Foster commente le choix de l'OSM

Page 7



Sauver la Cinémathèque québécoise !

Page 12



Le journal de l'Université du Québec à Montréal

L'UQAM

Volume XXX

Numéro 14

5 avril 2004

«Comprendre» le langage

Anne-Marie Di Sciullo reçoit 2,5 millions \$ du CRSH

Dominique Forget

Apprendre à communiquer est l'une des fonctions les plus complexes qu'un être humain doit arriver à maîtriser au cours de sa vie. Il y parvient pourtant généralement sans mal, et ce, à un très bas âge. Il suffit de l'exposer à quelques mots de vocabulaire, le cerveau fait le reste. L'enfant arrive à créer des phrases de son propre cru, sans qu'on lui ait explicitement montré comment structurer son message.

Selon des linguistes comme Noam Chomsky, l'enfant n'apprend pas à parler par imitation. Le cerveau humain serait plutôt pré-programmé pour structurer les phrases selon des règles bien précises. Il existerait ainsi une «grammaire universelle». Professeure au Département de linguistique et de didactique des langues, Anne-Marie Di Sciullo acquiesce : «dans chacune des langues, il y a toutes les langues».

Pour mieux comprendre les structures prédéfinies du langage, Mme Di Sciullo s'est vu décerner 2,5 millions de dollars par le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH), le 3 mars dernier. «En 1997, j'avais reçu 1,8 million \$ du CRSH pour une première étude sur les structures du langage, rappelle-t-elle. Valorisation-Recherche Québec avait aussi consenti 1,2 million \$ à mon projet. Cinq ans plus tard les résultats se sont avérés tellement intéressants que j'ai décidé de proposer un nouveau projet pour approfondir les connaissances acquises. Le CRSH m'a à nouveau appuyée.»

Un réseau international

Répartie sur cinq ans, la nouvelle subvention financera les travaux d'un réseau international mis sur pied par Mme Di Sciullo. Au total, l'équipe comprend un peu plus de 40 chercheurs, dont quatre de l'UQAM : Mohammed Guerssel, également du Département de linguistique et de didactique des langues, ainsi que Henri Cohen et Rushen Shi, tout deux professeurs au Département de psychologie. Des professeurs des universités Concordia, Queens, Simon Fraser, Victoria, U of T et de Colombie-Britannique font aussi partie de l'équipe. On compte également des membres du Massachusetts Institute of Technology (MIT), de Princeton, de Carnegie-Mellon et d'autres établissements de renommée internationale.



Photo : Michel Giroux

Anne-Marie Di Sciullo, professeure au Département de linguistique et de didactique des langues.

«J'ai réuni des linguistes fondamentaux, des linguistes computationnels, des psychologues et des neurolinguistes, affirme la directrice du projet. Ensemble, nous voulons mieux comprendre l'interface qui existe entre la faculté du langage et le cerveau humain. On veut aussi monter une espèce de cahier de charge comprenant certaines relations de base, communes à toutes les langues.»

Une propriété de relations à laquelle s'intéresse particulièrement la professeure Di Sciullo est l'asymétrie. «Sommairement, je travaille à démontrer que les relations entre les parties d'un mot ou d'une phrase découlent de propriétés communes à toutes les langues», résume-t-elle.

De l'informatique à la santé

Pour Anne-Marie Di Sciullo, tout tra-

vail de recherche fondamental devrait ultérieurement contribuer à solutionner des problèmes de nature sociale. C'est d'ailleurs avec enthousiasme qu'elle parle des applications de sa recherche. «Une des premières retombées sera sans aucun doute l'amélioration de la recherche d'information sur Internet. Pour l'instant, les moteurs comme Google n'arrivent pas à traiter le langage. Il suffit que la

série de mots entrés par l'utilisateur se retrouve dans un texte pour que celui-ci soit identifié comme intéressant. Les relations entre les mots n'ont aucune importance pour ces moteurs de recherche. Conséquemment, des milliers de résultats sont généralement retournés à l'utilisateur.»

Si les moteurs pouvaient «comprendre» le langage, les textes identifiés seraient beaucoup mieux ciblés. Mme Di Sciullo travaille déjà avec des compagnies informatiques comme Delphes et NEC pour intégrer les propriétés des langues naturelles à des outils de recherche. Les résultats préliminaires sont concluants et elle compte profiter des cinq prochaines années pour perfectionner la technologie.

En outre, la subvention du CRSH lui permettra de se pencher sur une autre application de la connaissance des structures du langage : l'aide aux personnes cérébrolésées. «Certains troubles du langage, l'aphasie par exemple, privent les patients d'un besoin fondamental : celui de pouvoir communiquer. Pour aider à diagnostiquer et à traiter les personnes atteintes de tels maux, il importe de mieux comprendre comment le cerveau traite le langage. C'est le défi lancé par mon nouveau projet.»

3,45 M \$ de la FCI

Infrastructure unique en Amérique

Michèle Leroux

On s'entend, trois millions et demi de dollars sur quatre ans, en recherche, c'est beaucoup. Cette colossale injection de fonds, qu'un consortium de centres et de chaires de recherche de l'École des sciences de la gestion (ESG) et de la Faculté des sciences humaines vient de recevoir, constitue la plus importante subvention en sciences sociales et humaines accordée en 2004 par la Fondation canadienne de l'innovation (FCI). Dès le départ, elle alimentera 112 chercheurs et 495 étudiants de 2^e et 3^e cycles. Et c'est rien qu'un début, comme dit la chanson, car l'entrepôt de données et le laboratoire de simulations et de

modélisation qui seront mis sur pied grâce à ce projet ouvriront d'innombrables pistes de recherche.

«Grâce à cette subvention, nous disposerons d'une infrastructure unique tant en Amérique qu'en Europe», assure Benoît Lévesque, chercheur principal dans le projet qui vise à comprendre les impacts des innovations sur les performances et le bien-être dans les organisations de l'économie du savoir. «Le fait de mettre en commun et de croiser les données utilisées par tous ces chercheurs produira un nouveau corpus de connaissances, ce qui génèrera un nombre infini de sujets de recherche, un milieu de formation exceptionnel, des opportunités de collaborations

avec plusieurs universités canadiennes et un pouvoir d'attraction indéniable.»

Cette infrastructure repose sur des outils informatiques sophistiqués et ultra performants : on parle ici de la troisième ou quatrième plus forte puissance de calcul, dans le milieu universitaire nord-américain. Elle permettra la mise en réseau interactif et interconnecté des données utilisées par une centaine de chercheurs provenant de 12 universités, regroupés principalement autour de trois centres interuniversitaires logés à l'UQAM et reconnus comme regroupements stratégiques du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC). Il s'agit du Centre interuniversitaire pour l'innovation dans l'éco-

nomie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES), du Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi (CIRPÉE) et du Centre interuniversitaire sur la science et la technologie (CIRST), qui abrite l'Observatoire des sciences et des technologies (OST). Plusieurs chaires de recherche collaboreront également au projet.

Au 1 375 000 M \$ versé par la FCI s'ajoute la contribution du gouvernement du Québec, qui a renchéri avec 1 486 000 M \$, et celle des partenaires, dont l'UQAM, ce qui porte le contenu de cet investissement à 3,45 millions \$.

Suite en page 2 ►



Photo : Michel Giroux

Au centre, la vice-doyenne à la recherche à l'ESG Ginette Legault (avant-plan) et son adjointe Christine Scott, entourées, à gauche, de François Vallières, analyste de l'informatique au CIRST, et du responsable du projet, le professeur du Département de sociologie et membre du CRISES Benoît Lévesque.

Les effets des innovations

À ce jour, nous connaissons peu en quoi consiste les *best practices* concernant les innovations, les conditions de leur émergence et surtout leurs effets, en particulier dans le secteur dit de la nouvelle économie. «Le projet vise à questionner les innovations sous l'angle non seulement de la performance des organisations mais aussi du bien-être des citoyens et travailleurs, deux dimensions qui sont généralement étudiées de façon séparée», explique Ginette Legault, vice-doyenne à la recherche à l'ESG. Les innovations entraînent non seulement des conséquences heureuses, mais aussi malheureuses, sur les conditions et l'environnement de travail.

Le terme «organisations» couvre diverses formes d'entreprises et le programme de recherche prend en compte les logiques d'action différenciées des secteurs privé, public — notamment les sociétés d'État dans le domaine de l'énergie, des ressources na-

turelles et du financement des entreprises — de même que dans le secteur collectif, où l'on retrouve les grandes coopératives dans le domaine agricole et financier et les fonds de travailleurs dont l'un représente la société de capital de risque la plus importante au Canada. Le projet cible comme terrain le cas québécois, qui tout en s'inscrivant dans le contexte canadien, présente des caractères distincts, notamment un État plutôt interventionniste et une tradition de concertation avec les partenaires socio-économiques.

Le projet mettra à profit une masse critique de chercheurs provenant d'une douzaine de disciplines des sciences sociales et humaines tant fondamentales (anthropologie, économie, histoire, géographie, science politique et sociologie) qu'appliquées (sciences de la gestion, sciences comptables, gestion des ressources humaines, relations industrielles et travail social).

Le modèle d'analyse retenu inclut l'étude des dimensions internes des organisations (micro), de leur environnement immédiat (niveau méso et sectoriel), des aspects macroéconomiques et macrosociologiques, à partir de situations réelles et simulées. Les résultats de recherche obtenus seront par la suite croisés. «L'une des forces du projet consiste à recourir de manière interactive aux méthodologies quantitatives et qualitatives», note M. Lévesque.

Entreposer, croiser et simuler

Le projet qui, pour la première fois, développera une vision intégrée et globale des processus et des effets des innovations sur les performances et le bien-être des organisations, repose sur les liens entre le développement de l'entrepôt de données et l'utilisation de ces données au moyen de modélisations et de simulations économétriques. Cela nécessite des grappes de serveurs dédiés à cette recherche et 45

stations de travail performantes équipées de logiciels spécialisés.

«Avant de mettre en relation et de croiser différents types d'indicateurs et de données, il faut les organiser, nettoyer et normaliser, avec des outils sophistiqués de forage de données», explique François Vallières, analyste de l'informatique au CIRST et à l'OST. Cette entreprise permettra d'ouvrir de nouvelles voies de recherche. Il sera possible, par exemple, d'identifier quels sont les secteurs d'activité économique qui produisent le plus de brevets et d'analyser l'impact, pour les entreprises, d'un portefeuille technologique sur leur rendement en bourse ou encore sur leur capacité de rétention du personnel scientifique. Diverses bases de données financières permettront aussi, une fois reliées aux autres données sur les entreprises, d'établir, par exemple, des liens entre innovations technologiques et sociales et performances financière et sociale des entreprises.

L'équipe qui constituera la che-

ville ouvrière du projet du point de vue technologique regroupera un architecte des données, un administrateur de bases de données, un statisticien, un analyste et un technicien informatique», explique Christine Scott, adjointe à la vice-doyenne à la recherche.

Le taux de succès au concours du Fonds d'innovation est de 18 %. L'équipe uqamienne qui a piloté la demande de subvention peut savourer la victoire, mais le défi qui l'attend maintenant n'est pas mince, à commencer par celui de trouver les espaces pour loger cette infrastructure et ceux qui y travailleront. «On est un peu victimes de notre succès», constate Mme Legault.

Inédit non seulement au Québec et au Canada mais aussi à l'étranger, ce projet apportera de nouvelles réponses et de nouvelles pistes d'explication relatives au système d'innovation dans son ensemble, un domaine jugé prioritaire par la politique scientifique du Québec et du Canada •

Danielle Laberge fait la lecture de la *Dictée P.G.L.*



Photo : Michel Giroux

3,2 M \$ versés par la collectivité

C'est avec un immense plaisir que le recteur, M. Roch Denis, annonçait le 26 mars dernier, à la Galerie de l'UQAM, que l'objectif de 3 millions \$ de la première étape de la Campagne majeure de développement de l'UQAM avait été dépassé. Plus de 1 300 professeurs, chargés de cours et employés ont contribué à ce jour et on prévoit

que 65 % de la collectivité de l'UQAM participera à la campagne d'ici sa clôture en 2007.

Le directeur des bénévoles Daniel Hébert (à droite sur la photo, devant le micro), les 11 co-présidents de la campagne interne et de nombreux bénévoles, qui ont mis tous leurs efforts pour que cette étape soit un

succès, participaient au dévoilement de ces résultats, aux côtés de la directrice de la Fondation, Mme Anne Roussell. Rappelons que plus de 50 % des sommes récoltées iront directement à l'octroi de bourses à nos étudiants •



est la vice-rectrice à l'Enseignement, à la recherche et à la création, Mme Danielle Laberge, qui a eu l'insigne honneur de lire la *Dictée P.G.L.* aux quelque 130 écoliers du primaire qui participaient à la finale régionale montréalaise, au Marché Bonsecours, dans le Vieux-Montréal, cette année. Les gagnants des 37 finales régionales à travers le Canada participeront à la Grande Finale Internationale de la *Dictée P.G.L.* qui aura lieu le 23 mai prochain au Studio 42 de Radio-Canada et sera diffusée en juin sur tout le réseau.

L'UQAM participe depuis quatre ans par l'entremise de sa Faculté des sciences de l'éducation à la Fondation Paul Gérin-Lajoie qui a créé la *Dictée P.G.L.* qui en était à sa 14^e édition cette année. L'événement à Montréal revêtait une importance particulière puisqu'il coïncidait avec la Journée internationale de la Francophonie, le 18 mars dernier. Le secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf, était présent pour souligner cette journée en compagnie des ministres canadien Denis Coderre et québécois Monique Gagnon-Tremblay auprès des enfants au Marché Bonsecours.

Les liens de l'UQAM avec la Fondation Paul Gérin-Lajoie sont nombreux. Plusieurs étudiants du programme Éducation préscolaire et enseignement primaire ont eu l'occasion d'effectuer des stages dans des écoles parrainées par la Fondation P.G.L. en

Afrique. De plus, le professeur Paul Bélanger du Département d'éducation et de formation spécialisées est un des membres les plus actifs du conseil d'administration de la Fondation •

L'UQAM

Le journal L'UQAM est publié par le Service des communications, Division de l'information.

Directrice du journal :
Angèle Dufresne

Rédaction :
Anne-Marie Brunet, Dominique Forget,
Claude Gauvreau, Michèle Leroux, Céline Séguin

Photos :
Michel Giroux, Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique :
Jean Gladu, designer

Infographie :
Service des communications
Division de la promotion institutionnelle

Publicité :
Catherine Levasseur
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 303
Impression :
Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal :
Pavillon Judith-Jasmin J-M330
Téléphone : 987-6177 • Télécopieur : 987-0306
Adresse courriel :
journal.uqam@uqam.ca

Version Web du journal :
www.journal.uqam.ca/
Politique éditoriale et tarifs publicitaires
sur le site Web du journal L'UQAM à
www.journal.uqam.ca/redac.htm
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de L'UQAM peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.
UQAM
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

Création prochaine de l'Institut du patrimoine

Angèle Dufresne

Lors de sa réunion du 23 mars dernier la Commission des études a recommandé à l'unanimité au Conseil d'administration de permettre la création du 6^e institut de l'UQAM, l'Institut du patrimoine. Fruit de deux années de travail, ce projet confirmera l'excellence de l'UQAM dans le domaine des recherches et des études patrimoniales grâce à une approche interdisciplinaire et multifacultaire associant l'histoire, l'histoire de l'art, la muséologie, la médiation culturelle et l'éducation muséale, les études urbaines, touristiques et régionales, le design et la gestion.

Le nouvel institut compte privilégier cinq axes de recherche et de formation :

- la *caractérisation du patrimoine* artistique (arts visuels, musique et arts de la scène), architectural et de la culture matérielle (vernaculaire, religieux, industriel, urbain, moderne), archivistique et documentaire (fonds d'archives, documents manuscrits et cartographiques, publications, enregistrements, dessins, estampes), les processus d'identification des rapports entre archives et patrimoine, etc.
- la *conservation du patrimoine* en abordant les questions de législation et de politiques du patrimoine tant matériel qu'immatériel (incluant les traditions orales), d'aménagement du territoire, de sauvegarde des paysages et du patrimoine bâti, de protection des

lieux historiques et patrimoniaux, d'archives et de muséologie.

- la *valorisation et la diffusion du patrimoine* qui rassemblera les questions liées à la mise en valeur, la mise en tourisme et, plus largement, la diffusion du patrimoine et son interprétation, traditionnellement cloisonnées et aujourd'hui fédérées par les enjeux et défis de la valorisation qu'esquisse, par exemple, le développement des technologies de l'information à l'échelle mondiale.
- les *théories herméneutiques du patrimoine* concernent l'histoire et la théorie du patrimoine, les rapports entre histoire, mémoire, identité collective et patrimoine.
- la *gestion du patrimoine* qui vise à explorer les dimensions qualita-

tives de la gestion et les modalités de renouvellement des mécanismes de résolution des problèmes eu égard au patrimoine, considéré dans ses objets, ses usages et ses savoir-faire comme catalyseur du vivre ensemble des sociétés contemporaines (pratiques de gestion, renouveau des profils de formation en ce qui concerne les politiques publiques, l'économie sociale, la gestion culturelle et touristique et l'aménagement du territoire), etc.

Une vingtaine de professeurs devraient collaborer à l'Institut du patrimoine de même que des équipes et des groupes de recherche qui se consacrent déjà à la problématique du patrimoine : Groupe de recherche sur l'histoire de Montréal, Chaire de re-

cherche du Canada en patrimoine urbain, Chaire en tourisme, équipe de recherche *Villes festives et ludiques*, Laboratoire de recherche sur l'architecture moderne et le design, Centre interuniversitaire d'études sur les lettres les arts et les traditions (CÉLAT), Le Soi et l'Autre, le Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILQ).

La vice-rectrice à l'Enseignement, à la recherche et à la création et présidente de la Commission des études, Mme Danielle Laberge, devrait soumettre sous peu à la C.É. les statuts, la structure organisationnelle et le rattachement institutionnel de l'Institut du patrimoine •

Politique internationale en gestation

Mme Danielle Laberge s'est engagée à préparer un projet de politique internationale et à le présenter aux commissaires pour fins de consultation dans les mois qui viennent. Le document *Éléments pour une Politique internationale de l'UQAM*, préparé par son vice-rectorat proposait une première réflexion sur la question.

Au chapitre de la réorganisation fonctionnelle, le document soumet les principes suivants : 1- la reconnaissance des facultés comme lieu d'initiative, de concertation et de développement des activités internationales; 2- la création d'un co-

mité conseil pour le développement international composé de membres permanents internes et externes, relevant de la vice-rectrice à l'Enseignement, à la recherche et à la création; et 3- la modification du mandat du Bureau de la coopération internationale qui devrait dorénavant assurer un rôle de veille internationale, d'information, d'expertise auprès de la communauté et de répondant institutionnel pour la gestion des ententes internationales ainsi que pour les projets majeurs engageant l'Université. L'appellation de «Bureau» serait ainsi changée en celle de «Service» •

Balises pour le développement facultaire

La vice-rectrice Danielle Laberge déposait aux commissaires lors de la session du 23 mars un projet d'*Énoncé d'orientation pour le développement facultaire* qui sera complété sous peu par les bilans que déposeront chaque faculté et école lors de deux séances spéciales de la Commission des études. Ce projet d'*Énoncé* sera soumis en mai, accompagné d'un document précisant les modalités de gestion et modifications afférentes aux règlements et politiques de l'Université et les questions devant faire l'objet d'ententes avec les syndicats et associations, et suivi d'une consultation. Les travaux de mise en place graduelle s'effectueront en 2004-

05 de façon à permettre une prise en charge définitive du modèle de gestion facultaire en 2005-06.

À l'item 3 du document déposé par Mme Laberge, intitulé «Le mode et les procédures de constitution des facultés et écoles», on peut lire que les principes directeurs adoptés en juin 1989 par la Commission des études et le Conseil d'administration y sont réaffirmés.

Mme Laberge s'était engagée à préciser les principes devant guider toute demande de création, de modification et d'abolition facultaire et propose les balises suivantes : (textuellement)

- «S'appuyer sur un plan de développement proposant une vision d'avenir et des objectifs académiques permettant à la faculté d'établir son positionnement et sa spécificité. L'association à une faculté et école doit souscrire à une volonté de cohérence et de concertation tant de la programmation aux trois cycles que des autres activités académiques;
- Présenter un état des lieux et des pistes permettant de modifier et d'améliorer la situation acadé-

mique et administrative;

- Proposer et assurer une démarche de consultation des différents partenaires, présents et envisagés des autres facultés et école, étant entendu que l'existence des facultés et école repose sur des projets académiques et la volonté de l'ensemble des unités qui les composent d'y contribuer de façon explicite et collective;
- Faire l'objet d'un avis des instances de l'université dont celui de la Commission des études. Principale instance académique, la C.É. veille à assurer la cohérence institutionnelle et l'équilibre d'ensemble de la programmation;
- Permettre une analyse comparée des conséquences administratives et financières.»

Le projet d'*Énoncé* vise une valorisation accrue des facultés et école nécessaire au rayonnement des activités des unités académiques qui les composent et une meilleure «qualité du vivre ensemble», a précisé Mme Laberge qui a dit attendre avec beaucoup d'intérêt la présentation prochaine des bilans des facultés •

«Thèses d'honneur» pour les étudiants en psycho

On le sait, l'initiation et l'intégration des étudiants de premier cycle à la recherche universitaire sont des composantes essentielles de leur formation, représentant ainsi un enjeu majeur pour l'UQAM. Le Département de psychologie a développé, depuis 1999, une formule originale inspirée de la tradition anglo-saxonne dans le but de mettre en valeur l'apport des étudiants du baccalauréat aux recherches départementales.

Ainsi, à l'occasion des *Journées de la recherche du Département de psychologie*, tenues du 22 au 24 mars dernier, une dizaine d'étudiants de troisième année du baccalauréat ont présenté durant une journée les résultats de leurs travaux de recherche effectués au cours de la dernière année sous la supervision d'un professeur. Les sujets abordés étaient variés, voire originaux : les différences de comportements entre les hommes et les femmes à l'égard de l'infidélité amoureuse, le tempérament à la petite enfance et l'agressivité en début de scolarisation, ou encore la validation d'un index de sensibilité à l'anxiété.

Marie-Laure Daxhelet a notamment suscité beaucoup d'intérêt... et des sourires, en traitant d'une thématique peu étudiée jusqu'à maintenant, soit les comportements des hommes et

des femmes en relation avec l'infidélité amoureuse. Selon elle, il y aurait deux types d'infidélités : celles à caractère sexuel et de type émotionnel. Cette dernière consistant à éprouver des sentiments pour une personne du sexe opposé sans aller jusqu'à... Il semble que les hommes réagiraient plus fortement que les femmes face à l'infidélité sexuelle tandis que celles-ci craindraient particulièrement l'infidélité émotionnelle.

Comme l'explique le professeur Richard Bourhis, responsable de l'activité, «les étudiants devaient, comme dans un congrès scientifique, présenter oralement une *thèse d'honneur* durant une quinzaine de minutes sur un sujet de leur choix correspondant à leurs intérêts de recherche, et répondre aux questions d'un auditoire composé d'étudiants et de profes-

seurs. En s'impliquant ainsi dans un projet d'étude d'un an, les étudiants découvrent par eux-mêmes les contraintes et les exigences rattachées à la recherche universitaire.» En outre, pour certains d'entre eux, cette expérience constitue un incitatif à poursuivre des études aux cycles supérieurs, ajoute-t-il.

Soulignons, par ailleurs, que d'autres étudiants avaient été invités à réaliser des affiches illustrant l'avancement de leurs recherches. Un prix et une somme d'argent étaient remis pour la meilleure affiche.

Les *Journées de la recherche* se sont conclues par un symposium portant sur l'implication du psychologue dans le domaine de la santé et sur l'intégration de l'expertise psychologique dans la distribution des soins •

Prix Mentorat 2004

Mme Christine Cuerrier, conseillère d'orientation professionnelle aux Services à la vie étudiante et actuellement en prêt de service, est la lauréate du *Prix Mentorat 2004*. Ce prix, décerné par la Fondation de l'entrepreneuriat, vise à reconnaître la contribution exceptionnelle d'un individu ou d'un groupe aux activités de parrainage d'entrepreneurs.

Mme Cuerrier s'est illustrée par son implication dans le développement du mentorat au Québec, par sa contribution à la création de l'organisme Mentorat Québec et enfin par son rôle de directrice de la recherche dans la production d'une série de publications canadiennes sur le mentorat •

PUBLICITÉ

Susciter la passion de la recherche

Michèle Leroux

Vous les avez peut-être croisés récemment dans les couloirs. Non familiers avec les lieux, l'air un peu intimidés, ils tentaient de repérer le local A-4410, là où des jeunes chercheurs de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques allaient les initier à la recherche documentaire à l'université, à l'aide des outils les plus performants. Ces jeunes cégépiens, qui ont en moyenne 18 ans, font partie de la première cohorte issue du partenariat entre la Chaire et le Collège Édouard-Montpetit, lancé l'automne dernier.

«Ce partenariat est un des projets les plus emballants que j'ai connus, explique l'homme à qui l'on doit l'idée première, le professeur de science politique Jacques Provost, du Collège Édouard-Montpetit. Rien de compliqué, mais quelque chose de profitable dans les deux sens. Nos finissants du profil international en sciences humaines se préparent aux études universitaires et vos jeunes chercheurs diffusent leurs réflexions et partagent leurs connaissances en ce qui touche les relations internationales.» Quelques-uns ont même eu la piqure de l'enseignement, semble-t-il.

Depuis septembre dernier, cinq jeunes chercheurs de la Chaire sont allés donner des conférences au Collège. «Benoît Gagnon a d'abord traité du sujet qui le passionne : les cy-

berconflits, Sébastien Barthe a ensuite présenté les défenses anti-missiles, Karine Prémont a participé à une conférence sur le rôle des médias dans les conflits armés et Christian Geiser a parlé du rôle de l'OTAN à l'heure actuelle. Quant à moi, je donnerai ce vendredi une conférence sur les enfants et la guerre, explique Katia Gagné, agente de recherche à la Chaire. Nous, on y gagne autant qu'on y donne. C'est une belle expérience de vulgarisation et de communication.»

La session qui clôture les études collégiales inclut une «démarche d'intégration des acquis» dans laquelle s'est inscrit le partenariat de cette année. Il a d'abord fallu choisir une thématique qui faisait l'objet d'un colloque: la politique étrangère américaine, sujet du colloque du 30 mars, a fait l'unanimité. Avant d'assister à cet événement, les collégiens ont dû faire une recherche documentaire approfondie sur le sujet, ce qui a d'ailleurs donné lieu à une première rencontre d'encadrement avec deux chercheurs de la Chaire qui, agissant comme mentors, prodiguent également leurs conseils sur la prise de notes lors d'un colloque et la préparation d'une synthèse. Les jeunes devront créer un site Web où seront publiés les Actes du colloque, les résultats de leur recherche, des informations concernant le partenariat ainsi que le compte-rendu d'une entrevue avec un spécialiste de la poli-



Photo : Nathalie St-Pierre

Katia Gagné, agente de recherche à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques.

tique étrangère américaine, l'ex-journaliste Jocelyn Coulon.

«Nos étudiants sont très contents, note M. Provost. Ils ont hâte de participer aux ateliers du colloque. Tout cela arrive aussi à un bon moment, dans une période de belle fébrilité quant au choix de poursuivre des études universitaires. Comme il y a à peine sept ou huit ans de différence d'âge entre eux, mes étudiants s'iden-

tifient plus facilement, sont moins intimidés que devant un professeur, ils questionnent les chercheurs sur leur parcours et sur les débouchés. Je constate que c'est très motivant. Je crois que cette formule de partenariat devrait être explorée dans d'autres secteurs. Ça crée des passerelles toutes simples, mais fort appréciées, des deux côtés», conclut-il.

En plus de faire connaître les acti-

vités de la Chaire et de l'Institut d'études internationales de Montréal, le partenariat amène les étudiants à se tenir très au fait des problématiques internationales, en plus de démystifier le monde de la recherche universitaire. Et peut-être amener quelques nouveaux inscrits dans les programmes uqamiens, l'an prochain... Pourquoi pas? ●

PUBLICITÉ

Un chercheur scrute la dynamique d'implantation

Michèle Leroux

Il y a deux ans, le ministère de l'Éducation décidait d'investir 125 millions \$ dans un programme appelé *Agir autrement* visant à contrer l'échec et le décrochage scolaire au secondaire, en milieu défavorisé. Dans cette couche de la population où la monoparentalité se conjugue le plus souvent avec sous-scolarisation et pauvreté, le taux de décrochage frisait en 2000-2001 les 37 %, soit 10 % de plus que la moyenne nationale. Les derniers chiffres indiquent qu'en 2003, plus de la moitié des garçons (51,1 %) n'ont pas réussi le secondaire en cinq ans, une véritable catastrophe.

Le projet *Agir autrement* faisait le pari de soutenir les écoles des milieux défavorisés afin qu'elles persévèrent, retiennent les jeunes et fassent le choix de ne pas les laisser tomber, en dépit des conséquences, comme celle de voir la moyenne quant aux notes en souffrir et récolter ainsi le bas du palmarès annuel. Ce tournant majeur visant à endiguer une situation alarmante repose sur un virage passablement radical quant à l'autonomie laissée aux écoles, aux enseignants et aux intervenants dans l'élaboration du diagnostic et des moyens à mettre en place pour corriger le problème.

Chacune de leur côté, les écoles faisant partie du programme ont d'abord dû faire l'analyse de la situation et élaborer un plan d'action à l'échelle locale. Encadrement, titulariat, monitorat, classes particulières, stages, liens avec les familles, tous les moyens peuvent être explorés. Malgré la grande liberté d'action accordée, les écoles doivent toutefois rendre des comptes et ajuster leurs actions tout au cours de la démarche qui s'étale sur cinq ans.

Professeur au Département d'éducation et de formation spécialisées et membre du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES), Jean Bélanger est co-responsable de l'évaluation de la mise en œuvre locale du projet *Agir autrement*, avec son collègue François Bowen de l'Université de Montréal. L'équipe à qui le MEQ a confié l'évaluation est sous la direction de Michel Janosz, professeur à l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal et chercheur au CRIRES. «Il s'agit du plus gros chantier d'évaluation en éducation au Québec», signale M. Bélanger.

Si l'expertise de M. Bélanger quant à l'évaluation des programmes a pris naissance dans le contexte des organismes de santé publique, elle n'en continue pas moins, dans le domaine de l'éducation, de toucher les mêmes problématiques telles la prévention de la violence chez les jeunes, l'organisation des services offerts aux jeunes ayant des troubles d'ordre comportemental et la prévention du décrochage scolaire.

«Ce qui m'intéresse, c'est que les interventions réussissent, qu'elles donnent des résultats. Après quelques années à évaluer les pratiques, j'ai réalisé que je voulais vraiment les influencer, ces pratiques. C'est pour cette raison que j'ai décidé d'orienter mes énergies vers la formation initia-



Photo : Michel Giroux

Jean Bélanger, professeur au Département d'éducation et de formation spécialisées.

le des maîtres, ce qui m'a amené à l'UQAM.» Où il prépare d'ailleurs les futurs enseignants, tant ceux en adaptation scolaire que ceux qui se destinent à l'enseignement régulier au secondaire, face à la réalité des troubles de comportement.

Une affaire de conviction

Implanté en 2002, le programme *Agir autrement* touche 196 écoles secondaires situées en milieu défavorisé, soit plus de 100 000 élèves. «Chaque école est maître d'œuvre de son plan d'intervention. Les réalités socioculturelles et socioéconomiques diffèrent suffisamment pour que ce soit pertinent de donner au milieu la liberté de choisir ses actions, dans la mesure où la démarche est rationnelle», estime le professeur.

Le fait que le programme ne soit pas prédéterminé pose un défi de taille à l'équipe d'évaluation, qui doit offrir son soutien à la mise en œuvre des interventions et transférer de façon

régulière les constats tirés des analyses des données recueillies. L'évaluation s'effectue avec différents outils, d'abord à l'aide d'un questionnaire auquel les 196 écoles ciblées doivent répondre, puis de cahiers de bord en ligne, un outil complété par un échantillon de 70 écoles qui y décrivent les actions mises en œuvre. Dans le cas de 20 écoles sélectionnées, des entrevues avec les directions d'école, l'équipe de pilotage du plan d'action (enseignants, professionnels) et même des élèves s'ajoutent. La somme d'informations colligées étant énorme, l'équipe travaille avec Pierre Plante, analyste programmeur à la Faculté des sciences humaines, en utilisant le Guide expert ATO, un logiciel d'analyse textuelle.

«Jusqu'à présent, le taux de réponse au questionnaire avoisine les 83 %, ce qui n'est pas mal», constate M. Bélanger. Dans l'analyse des données colligées à ce jour, ce qui importe pour le chercheur, c'est de com-

prendre la dynamique d'implantation.

«Le gros problème tient à ceci : on a beau avoir un véritable petit bijou d'intervention au plan technique, si les enseignants ne sont pas convaincus de sa nécessité, s'ils n'en veulent pas, ou s'il y a des pressions syndicales, les changements de pratique seront très difficiles à implanter. Le milieu de l'enseignement est conservateur, ce qui est normal, car il reproduit la société... Si on ne lève pas les facteurs qui empêchent l'implantation de changements, alors toutes les propositions vont rester sur les tablettes... On pense beaucoup au produit technique et on oublie tout l'aspect humain. Moi c'est ça que je regarde.»

Le temps manque aux enseignants, aux intervenants et aux directions d'écoles, constate le chercheur. «Même s'ils sont d'accord avec les principes, ils n'ont pas le temps d'y réfléchir. Et s'ils le prennent, ils doivent le faire en surtemps. Un psychologue qui déjà

n'arrive pas à répondre aux besoins ne veut pas réduire les services!» Il y a également de sérieuses hésitations à mettre de l'argent dans la réflexion plutôt que dans l'aide directe.

Selon M. Bélanger, les choses semblent mieux se dérouler là où la concertation est déjà forte et là où l'approche technocratique n'a aucune emprise. «En période de changement, il est aussi important de laisser sortir les controverses, les divergences. Tous ne voient pas les choses de la même façon. Il faut des lieux pour s'exprimer.»

S'il est beaucoup trop tôt pour porter un jugement sur l'implantation du projet *Agir autrement* et son éventuel succès, la plus grande crainte de M. Bélanger semble écartée. «Je craignais surtout que l'on pense plus au papier qu'aux jeunes. Ça n'a pas l'air d'être le cas», conclut le professeur, encouragé, en dépit de l'immense défi qui reste à relever ●

PUBLICITÉ

Stefan Winter, historien des mille et une nuits

Claude Gauvreau

■ Il est un des rares spécialistes de l'histoire des civilisations arabe et ottomane à avoir été embauché à 33 ans dans une université francophone au Québec. Innovateur, le Département d'histoire en recrutant Stefan Winter en janvier dernier permet ainsi aux étudiants d'avoir une meilleure connaissance du Proche-Orient et du Maghreb, régions du monde continuellement sous les projecteurs.

Né en Allemagne, Stefan Winter n'avait pas deux ans lorsque ses parents ont émigré au Québec. Son parcours témoigne de son goût du changement et des voyages. Après des études collégiales en commerce au cégep anglophone Sainte-Foy, il obtient un baccalauréat en études islamiques (1994) à l'Université de Toronto, une maîtrise en science politique (1996) à l'Université Erlangen en Allemagne, puis un doctorat en histoire (2002) à l'Université de Chicago. Entre temps, il séjourne également au Liban et en Syrie où il travaille à titre de chercheur associé au Deutsches Orient-Institut à Beyrouth et à l'Institut français d'études arabes à Damas. Enfin, il trouve le temps d'apprendre les langues arabe et turque.

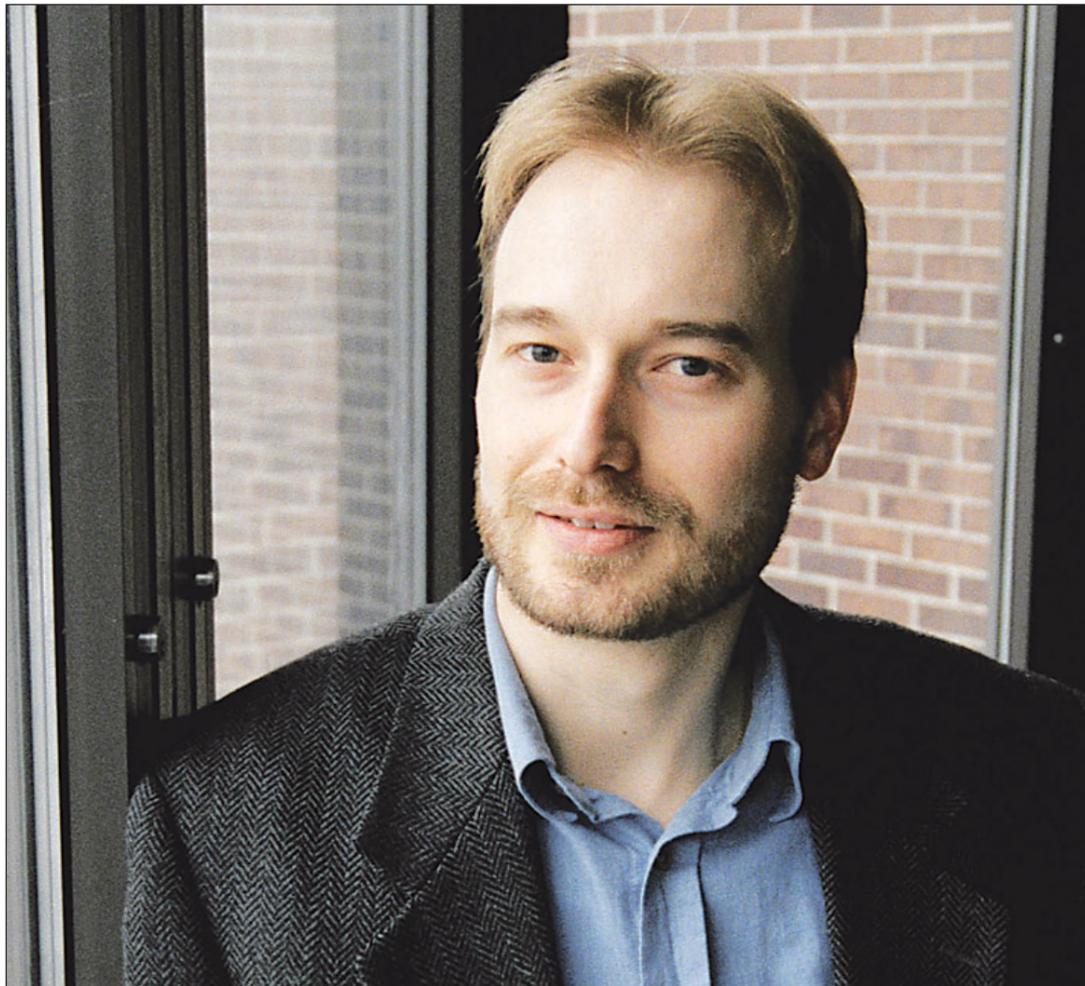
«Même après avoir quitté le Québec, il y a 15 ans, je n'avais pas abandonné l'idée d'y retourner. J'aime l'ouverture d'esprit des Québécois à l'égard des autres réalités culturelles et leur point de vue sur les relations et la politique internationales est fort différent de ceux qui règnent au Canada anglais et aux États-Unis.

Des mondes arabes

Pour Stefan Winter, on ne peut dissocier l'histoire du monde arabe de celle de l'empire ottoman. Édifié au XV^e siècle, cet empire s'est étendu rapidement en Europe jusqu'aux frontières austro-hongroises, ainsi qu'au Proche-Orient et au nord de l'Afrique. Il constitua longtemps une grande puissance mais commença à connaître, dès le début du XVII^e siècle, un lent déclin jusqu'à son effondrement en 1920. Aucun de ses souverains ne put empêcher le processus de décomposition qui le morcela du fait du réveil des nationalismes balkaniques et arabes et de la politique interventionniste et colonialiste des nouvelles grandes puissances industrielles européennes.

Le jeune chercheur s'est aussi intéressé à l'histoire de la Syrie à l'époque ottomane. «Ce petit pays, où j'ai vécu durant trois ans, n'a peut-être pas une civilisation aussi riche que l'Égypte ou l'Irak, mais on y trouve de nombreuses minorités ethniques et religieuses et son rôle politique dans la région est loin d'être négligeable.» Aujourd'hui, M. Winter se définit comme un spécialiste de l'histoire sociale du monde arabe à l'époque prémoderne, en particulier du monde rural et tribal peu étudié et peu connu jusqu'à maintenant.

Même si en Occident, nous avons tendance à mettre tous les Arabes dans un même grand sac, la réalité est beaucoup plus complexe, souligne M. Winter. Il n'y a pas un mais des



Stefan Winter, professeur au Département d'histoire.

Photo : Nathalie St-Pierre

mondes arabes. D'un pays ou d'une région à l'autre, tout peut changer : la culture, les mentalités, le mode de vie et l'interprétation de la religion. Bref, l'histoire, la géographie ou l'économie sont autant de facteurs qui soulignent la multiplicité et la diversité culturelles. «Il existe également une grande variété d'intérêts politiques entre les différents régimes et au sein même des États. Dans la région du Maghreb, par exemple, la colonisation et la décolonisation ont emprunté des voies très différentes en Algérie et en Tunisie.»

Le choc des ignorances

Dans un tel contexte peut-on parler d'une identité arabe qui serait commune à tous les pays? «Durant certaines périodes, l'unité du monde arabe s'est construite autour de l'identité religieuse, en réaction contre l'empire ottoman, comme ce fut le cas en Arabie saoudite et en Algérie au XIX^e siècle alors que l'autorité de chefs religieux a permis d'unifier des tribus. Plus tard, le nationalisme a pris le relais et maintenant on assiste à un retour du religieux qui, d'ailleurs, s'exprime un peu partout dans le monde. En même temps, les pays arabes ne sont pas épargnés par la mondialisation qui favorise à la fois l'intégration des cultures et les vagues d'immigration», souligne M. Winter.

Le jeune chercheur reconnaît l'existence d'une méfiance et d'une ignorance réciproques entre l'Occident et les pays de culture arabo-musulmane, liées notamment à l'héritage de la période coloniale. «Les frustrations et le sentiment d'injustice se cristallisent aujourd'hui autour du problème palestinien. La lutte contre Israël constitue un point de ralliement pour plusieurs régimes arabes. Mais on peut se demander si tous les pays de la région et leurs alliés occidentaux ont véritablement intérêt à ce que s'instaure une paix durable. Si Israël remet

le Golan à la Syrie, celle-ci ne pourra plus se présenter comme une victime de la politique expansionniste.»

Par ailleurs, le lien entre religion,

culture et politique n'est pas toujours aussi étroit qu'on le croit en Occident, poursuit M. Winter. On dit qu'un musulman sur cinq est un Arabe. En

fait, l'Islam a de nombreux adeptes en Indonésie, au Pakistan, en Inde, en Afrique noire et même en Chine. «La Jordanie et la Syrie ont des régimes politiques laïques. Même en Arabie Saoudite, les religieux ne détiennent pas le pouvoir politique», précise-t-il.

Selon M. Winter, notre critique du monde arabe est indissociable du regard que les Occidentaux portent sur leur propre réalité comme s'il y avait une comparaison implicite et non dite. «Nous sommes souvent ignorants et complaisants envers notre histoire et nos sociétés. Les guerres et les conflits sanglants ne sont pas le monopole des autres. L'esclavage des Noirs, le colonialisme, les deux grandes guerres mondiales ne font-ils pas partie de l'héritage de l'Occident?»

Stefan Winter constate avec plaisir l'intérêt et la curiosité des étudiants pour le monde arabe. «Évidemment la médiatisation de certains conflits y est pour quelque chose, mais ils sont beaucoup plus informés que je ne le croyais. Certains d'entre eux ont déjà suivi des cours de langue et de culture arabes. Il est vrai que si l'on envisage d'étudier l'histoire de cette civilisation, la connaissance de la langue arabe, parlée et écrite, est un atout essentiel. Et le fait de pouvoir séjourner dans certains pays ne peut nuire, ne serait-ce que pour avoir accès aux sources documentaires et aux archives», de conclure M. Winter ●

Sida : la bataille n'est pas gagnée

Dominique Forget

■ Au cours des années 80, le sida a défrayé les manchettes plus souvent que tout autre fléau ou tragédie sur la planète. Alors que les cas se multipliaient à une vitesse effarante, la peur de la nouvelle maladie se répandait plus vite que le virus lui-même. Vingt ans plus tard, en Occident du moins, le grand public n'entend à peu près plus parler du sida. Le problème serait-il réglé? Loin de là! Selon Joanne Otis, professeure au Département de sexologie, la crise s'est seulement transposée.

«En fait, les personnes vivant avec le VIH sont de plus en plus nombreuses dans les pays industrialisés, déclare la professeure. On estime qu'à Montréal seulement, il y aurait près de 1 000 nouveaux cas chaque année. Au début des années 1990, les personnes nouvellement infectées ne faisaient que remplacer celles qui mouraient. Le nombre de personnes vivant avec le VIH demeurait relativement stable. Aujourd'hui, grâce aux multithérapies, les porteurs du virus vivent beaucoup plus longtemps. Mais attention : ils ne guérissent pas! Bien qu'indétectable chez une bonne proportion des personnes traitées, le virus demeure présent dans leur organisme et peut se transmettre lors de relations sexuelles non protégées.»

En partenariat avec le professeur Gaston Godin de l'Université Laval, Mme Otis vient d'obtenir une subvention de 747 000 \$ des Instituts de



Joanne Otis, professeure au Département de sexologie.

Photo : Michel Giroux

recherche en santé du Canada (IRSC) pour réaliser une étude longitudinale de l'état de santé, de la qualité de vie et des comportements de prévention chez les personnes vivant avec le VIH

à Montréal. Au total, 1 200 personnes seront suivies sur une période de 24 mois.

Suite en page 7 ►

Montréal s'offre un grand cru !

Dominique Forget

«**C**oup de maître.» «Le chef est là!» «Montréal décroche une étoile.» Voilà quelques titres choisis par les quotidiens pour saluer la dernière conquête de l'Orchestre symphonique de Montréal : Kent Nagano. On sait maintenant que ce dernier deviendra directeur musical de l'orchestre à partir de l'année 2006. Selon les médias, la venue du maestro dans la métropole coûtera environ 1 million de dollars par année à l'OSM. Qu'importe, le milieu musical ne touche plus à terre. L'ensemble aurait enfin trouvé un chef à la hauteur de son talent et de sa réputation.

L'orchestre était-il si mal en point depuis le départ de Charles Dutoit? Le chef invité principal, Jacques Lacombe, ne faisait-il pas un excellent travail? Yannick Nézet-Séguin n'aurait-il pas pu combler le poste? «Ce sont deux très bons chefs», affirme Martin Foster, professeur de violon au Département de musique et directeur de l'orchestre et directeur musical de l'Atelier d'Opéra de l'UQAM. «Ils devront passer un peu plus de temps sur les grands circuits internationaux avant de se voir confier la direction artistique d'un orchestre majeur.»

M. Foster connaît bien le milieu musical. Avant d'intégrer le corps professoral de l'UQAM, il a joué pendant deux ans pour l'OSM sous la direction de Charles Dutoit. Il a aussi enseigné à Juilliard, l'une des écoles de musique les plus prestigieuses du monde. Aujourd'hui, en parallèle à ses activités d'enseignement et de direction d'orchestre, il occupe les fonctions de violon solo pour l'Orchestre



Photo : Nathalie St-Pierre

Martin Foster, professeur au Département de musique.

de chambre McGill qui, soit dit en passant, n'a aucun lien avec l'université du même nom.

De la musique au marketing

Qu'est-ce qui fait l'étoffe d'un grand chef? «Un maestro doit cumuler plusieurs qualités, répond M. Foster. Évidemment, il doit avant tout être un grand musicien. Mais il doit aussi être en mesure de communiquer les émotions véhiculées par les partitions. Ce don échappe à plusieurs. On peut être un excellent musicien, avoir fait tous les cours de direction d'orchestre et ne pas y arriver. Inversement, quelqu'un peut ne sortir de

chambre McGill qui, soit dit en passant, n'a aucun lien avec l'université du même nom. nulle part, faire quelques mouvements de baguette et immédiatement insuffler une nouvelle sonorité à l'orchestre. Tout se passe dans les yeux, dans le visage du chef. Ça relève un peu de la magie.»

Étonnamment, exceller sur le plan musical ne suffit pas pour devenir un maestro. Il faut aussi être passé maître sur le plan des relations humaines. «Autrefois, les chefs d'orchestre étaient des dictateurs. Ils avaient tous les pouvoirs. Lorsque Franz-Paul Decker était à Montréal, il pouvait embaucher n'importe quel musicien, n'importe comment. Aujourd'hui, il existe des règles d'audition très sévères. Les

chefs doivent aujourd'hui négocier avec les musiciens, leur soumettre des idées, les faire approuver.»

À cet égard, on sait que Charles Dutoit avait des failles. Même si Martin Foster affirme avoir passé de très agréables moments à l'OSM, il admet que le chef n'était pas toujours des plus affables envers les musiciens. Il faut toutefois rendre à César ce qui appartient à César. «Si l'orchestre est reconnu internationale-

ment aujourd'hui, c'est en bonne partie grâce au grand Charles.»

Avec les contraintes budgétaires auxquelles fait face le milieu culturel aujourd'hui, les maestros doivent exceller dans un troisième domaine : les relations publiques. À ce chapitre, Dutoit excellait. Le trio qu'il formait avec Zarin Mehta, ancien directeur général de l'OSM, et Claudette Dionne, alors directrice du marketing, était redoutable. L'Orchestre a obtenu des millions de dollars des gouvernements et des compagnies privées durant ces bonnes années.

Top 10

Selon M. Foster, il existerait actuellement environ dix chefs d'orchestre dans le monde capables de faire jouer n'importe quoi à n'importe quel orchestre. «Bien sûr, plusieurs autres sont excellents, mais moins connus. Ou encore, ils manquent d'expérience.»

Où se situe Nagano dans ce palmarès? «D'après moi, il se trouve dans le peloton de tête, parmi les dix premiers. J'ai eu le bonheur de l'entendre jouer à quelques reprises et j'en ai eu le souffle coupé. En plus, les musiciens l'adorent. Les médias et le public aussi, d'ailleurs. Je pense que son arrivée est une chance inouïe pour Montréal. C'est une véritable histoire d'amour qui commence. Ces histoires ont généralement des fins. On l'a vu avec Dutoit. Mais il faut les savourer pendant qu'elles durent.» ●

► Suite de la page 6

Pour les seconder dans le recrutement et le suivi des sujets, les deux professeurs ont enrôlé des chercheurs-cliniciens affiliés aux hôpitaux Notre-Dame, Saint-Luc, Hôtel-Dieu et au réseau McGill. Des intervenants communautaires ont aussi été invités à se joindre à l'équipe. «Nous voulons rejoindre l'ensemble des personnes infectées, que ce soit des hommes ou des femmes, des gais ou des hétéros, souligne Mme Otis. Pour ratisser le plus large possible, nous avons besoin de nombreux partenaires.»

Les risques de la multithérapie

Parmi les objectifs qu'elle espère atteindre, Joanne Otis accorde une importance toute particulière à l'étude de l'observance du traitement chez les porteurs du VIH. «Après un certain temps, plusieurs patients arrêtent de prendre leurs médicaments ou se mettent à les prendre de façon irrégulière, explique-t-elle. Ils sont découragés par les effets secondaires, dont la lipodystrophie.» Au fil des mois ou des années, en effet, la majorité des antirétroviraux administrés dans le cadre de multithérapies créent des dépôts graisseux au niveau de l'abdomen et du cou. Simultanément, ils provoquent l'amaigrissement des bras, des jambes et du visage. Les patients perdent confiance en leur image. Ils craignent qu'on puisse les reconnaître comme porteurs du virus. Accablés, plusieurs sautent des doses ou re-

noncent entièrement à la thérapie.

L'irrégularité dans la prise des médicaments n'est pas seulement dommageable pour la santé du patient. Elle compromet aussi la possibilité de traiter de façon efficace les personnes qui seront infectées dans le futur. «Une interruption lors de la prise d'antirétroviraux donne au virus le temps de s'adapter aux médicaments pris par le patient. C'est ainsi que naissent des souches résistantes du virus. Les spécialistes de la santé publique craignent que ces souches ne se répandent dans la population.»

La préoccupation est telle que certains médecins hésitent à prescrire des antirétroviraux aux patients qui risquent de ne pas être fidèles à la thérapie. Les itinérants et les toxicomanes, par exemple. «Ça soulève des questions éthiques de taille, souligne Mme Otis. Est-il préférable de tenter d'aider un individu porteur du VIH ou de protéger l'ensemble de la population à risque en freinant l'émergence et la transmission de souches résistantes? Il faut se pencher sur ces questions.»

Nouvelles réalités, nouveaux besoins

L'étude de la professeure Otis permettra aussi aux chercheurs de suivre l'évolution des comportements à risque chez les porteurs du VIH. On sait déjà que, dans la communauté gaie, chez les hommes séronégatifs, le

taux de pratiques sexuelles non protégées est passé de 15 % à 22 % entre 1996 et 2003. La situation s'est probablement aussi dégradée chez les hétérosexuels.

«Dans le contexte de l'apparition de nouvelles souches résistantes, il est particulièrement important de renverser la vapeur, affirme Mme Otis. Nous voulons aller sur le terrain pour comprendre comment les personnes infectées par le VIH vivent leur sexualité et cerner davantage les circonstances qui les mènent à prendre des risques. Par la suite, nous serons mieux équipés pour intervenir dans les campagnes de sensibilisation.»

En bout de ligne, Mme Otis souhaite que les résultats de l'étude permettent d'améliorer les services offerts aux personnes vivant avec le VIH. On sait que les besoins ont radicalement changé au cours des deux dernières décennies. «Avant l'avènement des multithérapies, les patients avaient essentiellement besoin de soins et d'accompagnement dans la mort. Aujourd'hui, les porteurs du virus requièrent plutôt une aide à la réinsertion sociale et un accès à une meilleure qualité de vie. C'est la preuve que des progrès fabuleux ont été accomplis. Cependant, on n'a pas encore franchi la ligne d'arrivée. Il ne faut pas relâcher nos efforts. On risque autrement de retourner en arrière.» ●

PUBLICITÉ

Un podium à Excalibur

Audrey Bruneau, Marie-Hélène Gravel et Sharon Petitclerc, finissantes au baccalauréat en gestion des ressources humaines à l'École des sciences de la gestion (ESG), ont raflé la troisième place lors du Tournoi universitaire canadien en ressources humaines Excalibur, qui a eu lieu à l'UQAM les 26 et 27 mars dernier. C'est la quatrième fois que l'ESG monte sur le podium depuis la création du tournoi, il y a plus de 15 ans. Cette année, les première et deuxième places ont été remportées respectivement par l'Université de Sherbrooke et l'Université Calgary. Au total, les équipes gagnantes se sont partagé plus de 6 750 \$ en bourses.

Créé par une étudiante de l'ESG, le Tournoi Excalibur est organisé en collaboration avec l'Ordre des conseillers

en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec (ORHRI). Il a pour but de reconnaître l'excellence de la formation académique des futurs professionnels de la gestion des ressources humaines et des relations industrielles. Cette année, plus de 70 étudiants de premier cycle provenant de 18 universités canadiennes ont été appelés à démontrer leurs connaissances et leurs compétences devant un jury composé de praticiens et de professeurs membres de l'ORHRI. Les 18 équipes ont dû se soumettre à une demi-finale qui consistait à réaliser une série d'exercices, dont l'analyse d'une étude de cas fictif. Après évaluation, le jury a sélectionné sept équipes pour la grande finale, soit l'étude du cas réel de TELUS •



Photo : Nicolas Ruel

De gauche à droite, Suzanne Gagnon, présidente du jury, André Charette, directeur du Département Organisation et ressources humaines de l'ESG, les lauréates Sharon Petitclerc, Marie-Hélène Gravel, Audrey Bruneau et leur entraîneur, le professeur Daniel Beaupré.

Olympiques d'Athènes : encore un pas

L'athlète Maryse Turcotte, qui est revenue des Jeux Olympiques de Sydney en 2000 avec une quatrième place en haltérophilie, a franchi une autre étape en vue d'une participation aux Jeux d'Athènes d'août prochain. Profitant du Tournoi collégial et universitaire d'haltérophilie du Québec disputé le 27 mars dernier au Cap-de-la-Madeleine, l'étudiante en sciences comptables a établi un nouveau record canadien et amélioré son propre record à l'arraché, en tenant à bout de bras une charge de 90,5 kg.

En combinant cet exploit à sa performance de 117,5 kg à l'épaulé-jeté, celle qui évolue dans la catégorie des moins de 58 kg a soulevé une charge totale de 207,5 kg (notons que seuls les multiples de 2,5 kg comptent pour le total combiné), récoltant évidemment la première place de la compétition, et surpassant même sa superbe performance aux championnats du monde à Vancouver en décembre dernier (205 kg).

Si la participation de l'athlète aux J.O. d'Athènes n'est pas encore assurée, c'est que l'équipe canadienne n'a pas encore assuré la sienne. Tout se jouera en mai, lors des qualifications continentales qui se tiendront à Pereira, en Colombie. L'athlète et ses coéquipières devront y amener le Canada parmi les quatre premières nations. Une fois cette étape franchie, le choix de la représentante canadienne s'effectuera selon le classement canadien féminin, où Mme Turcotte trône confortablement, et ce, toutes catégories confondues.

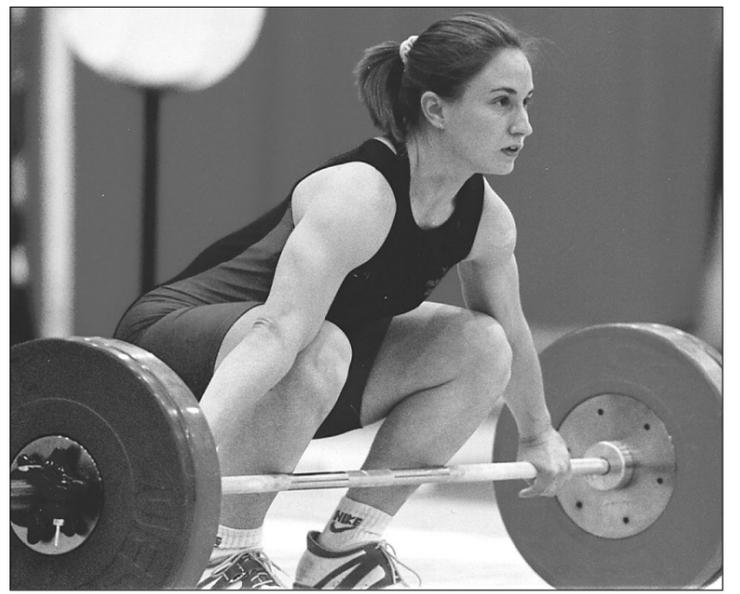


Photo : Andrew Dobrowolskyj

À la tête du classement canadien féminin en haltérophilie, Maryse Turcotte peut se permettre tous les espoirs pour les prochains Jeux Olympiques.

Une autre Canadienne pourrait-elle la déloger du 1^{er} rang d'ici mai? La réponse de l'athlète à cette question posée par le reporter du bulletin *Le Multisport* permet de mesurer sa confiance. «Non, il n'y a pas de possibilités, a affirmé Turcotte, avant d'y repenser un instant. Enfin, je ne pense pas, dit-elle d'un air gêné. Il y a toujours des possibilités mathématiques, mais elles sont bien minces, disons 0,00001 %», a-t-elle ajouté en riant.

Autres espoirs pour Athènes

Les dés ne sont pas encore joués pour deux autres athlètes de l'UQAM qui sont en liste pour les J.O. d'Athènes. Le plongeur Philippe Comtois, étudiant en sciences comptables, revient de la Coupe du monde FINA, une des

compétitions les plus importantes en vue de la sélection olympique, tenue à Athènes en février dernier. Il y a décroché une médaille de bronze à la tour synchronisée, avec son partenaire Alexandre Despatie. Les champions qui espéraient finir parmi les sept premiers ont savouré leur troisième place, ce qui alimente l'espoir pour la qualification olympique.

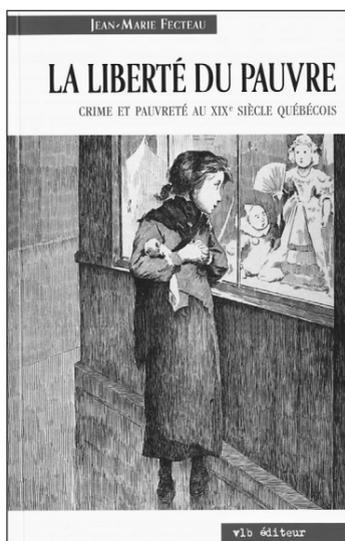
Après avoir réussi son premier critère de sélection olympique en terminant au septième rang lors de la compétition d'escrime de San Jose, en Californie, la sabreuse Sandra Sassine maintient le cap pour les prochaines étapes en vue d'Athènes. On se rappelle que l'étudiante en kinésiologie a été médaillée d'or au Championnat canadien 2003 •

PUBLICITÉ

Crime et pauvreté

La liberté du pauvre, paru chez VLB éditeur, est le titre du plus récent ouvrage de Jean-Marie Fecteau, professeur au Département d'histoire. L'auteur y explore les rapports complexes qui se tissent dans le Québec du XIX^e siècle entre libéralisme et pauvreté, ainsi que les diverses formes de délinquance qui l'accompagnent. Il revoit également le rôle ambigu joué par l'Église dans la régulation de la misère au Québec.

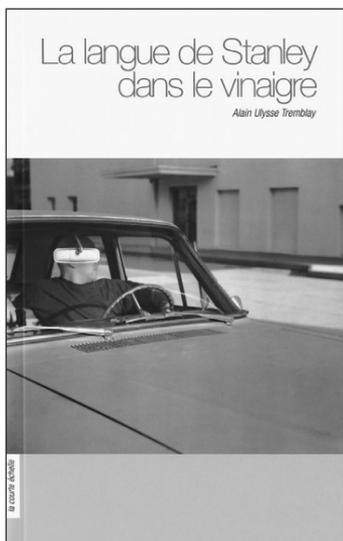
L'ouvrage retrace le regard libéral de cette époque sur le crime et la pauvreté. On n'y trouve pas une histoire descriptive des institutions de répression du crime ou de prise en charge de la pauvreté, un travail qui reste à faire en grande partie. L'auteur examine plutôt le discours de légitimation des politiques et des innovations institutionnelles d'assistance et de ré-



pression qui faisait partie intégrante du vaste débat occidental sur le crime et la pauvreté. «La conception bourgeoise de la liberté et des problèmes sociaux apparaît comme un instrument de domination au service de l'égoïsme social qui pervertit l'idéal de liberté en le travestissant en loi du plus fort», écrit M. Fecteau.

Polar itinérant

«Toute cette histoire était encore nébuleuse pour nous, de la section du crime organisé. L'affaire se résumait à un meurtre, celui de Stanley Cockburn dans un motel du nord de la ville, et à la disparition de deux travailleurs de rue, Jennifer Marchand et Richard Hovington (...) Mon instinct me soufflait que Hovington et Marchand avaient quelque chose à voir ensemble, surtout depuis que je savais



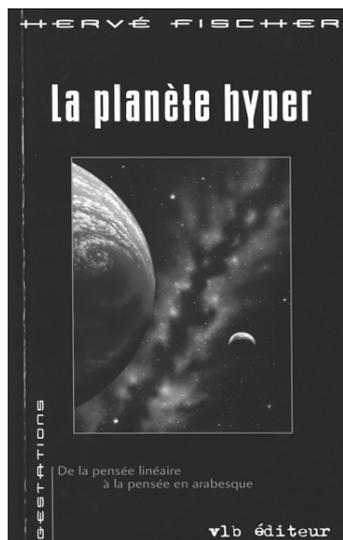
qu'ils étaient tous deux originaires de la Gaspésie».

Cet extrait est tiré du second roman d'Alain Ulysse Tremblay, *La langue de Stanley dans le vinaigre*, paru aux éditions La courte échelle. L'auteur, chargé de cours au Département des communications, nous entraîne sur les pas d'un travailleur de rue dans un quartier défavorisé de la ville et raconte, sur fond d'intrigue policière, le trajet troublant d'un homme marqué par une blessure ancienne.

Préoccupé par les problèmes de l'itinérance, Alain Ulysse Tremblay a été lui-même travailleur de rue pendant quelques années et a collaboré au journal *L'itinéraire*. Il est d'ailleurs coauteur d'une étude sur ce journal effectuée par le Centre de recherche sur l'itinérance de l'UQAM.

L'âge du numérique

Dans *La planète hyper*, Hervé Fischer, professeur associé à l'UQAM au Centre interuniversitaire des arts médiatiques (CIAM), fait l'éloge et la critique des hyperliens qui, selon lui, constituent la nouvelle logique de



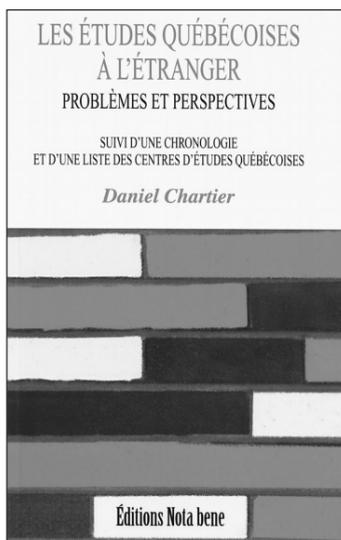
notre époque et donnent à notre planète un air d'hypertexte.

Ces changements tiendraient à la montée en puissance des technologies numériques dont on compare ici l'impact à celui de l'imprimerie sur l'esprit humain depuis la Renaissance à laquelle nous devons la trilogie fondatrice de notre modernité : réalisme, rationalisme et humanisme.

La révolution du numérique, écrit Hervé Fischer, tient au développement généralisé de l'informatique, des ordinateurs, du codage binaire et des logiciels dans toutes nos activités humaines. Elle concernerait d'abord et avant tout l'expansion de la technoscience qu'elle a asservie, le passage de la pensée linéaire à la pensée en arabesque et celui de la causalité linéaire aux hyperliens. L'auteur se situe entre ceux qui sont fascinés par l'âge du numérique, au point d'en décliner les utopies avec naïveté et exaltation, et ceux qui veulent ignorer cette révolution technologique au nom de leur héritage humaniste. Paru chez VLB éditeur.

Étudier le Québec

Le développement récent des études québécoises à l'étranger constitue l'un des aspects marquants de l'évolution



universitaire du Québec, à la fois parce qu'il permet des liens nouveaux entre les chercheurs québécois et étrangers, mais aussi parce qu'il entraîne de nouvelles considérations sur la culture et la société québécoises. Des universitaires dans une soixantaine de pays s'intéressent aujourd'hui au Québec dans le cadre de recherches et de programmes d'enseignement en sciences humaines.

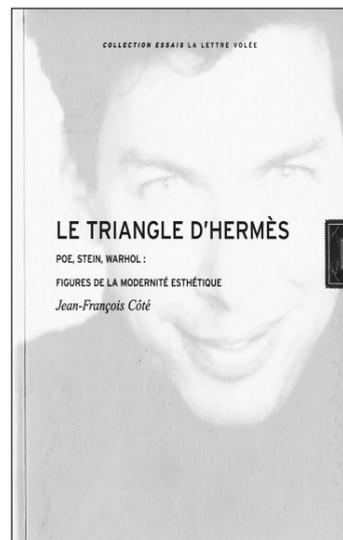
Retraçant d'abord l'histoire des études sur le Québec dans le monde,

Daniel Chartier, professeur du Département d'études littéraires, évoque dans *Les études québécoises à l'étranger. Problèmes et perspectives* les défis que posent l'interdisciplinarité, l'usage de la langue française comme langue de diffusion scientifique, ainsi que les problèmes et les perspectives d'avenir des études québécoises à l'étranger.

L'ouvrage du professeur Chartier contient une chronologie des principaux jalons de ce développement (1958-2001) et présente une compilation des départements, instituts et centres de recherche qui se consacrent, en tout ou en partie, aux études sur le Québec. Publié chez Nota bene.

Modernité esthétique

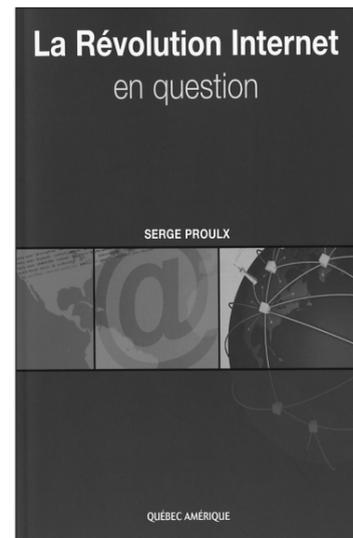
Dans *Le triangle d'Hermès*, un essai paru récemment aux éditions de La lettre volée, Jean-François Côté convoque l'expérience artistique pour interroger la communication comme mode générique de représentation de la réalité. Plus précisément, en situant la figure d'Hermès comme emblème de la modernité esthétique, le professeur de sociologie vise à mieux comprendre la symbolique de la communication qui s'est déployée dans ce cadre. Dans la mesure où la modernité esthétique consiste en l'exploration d'une sensibilité symbolique nouvelle, différentes positions artistiques permettraient d'en illustrer les dispositions singulières. À cet égard, l'examen des œuvres de Edgar Allan Poe, Gertrude Stein et Andy Warhol serait révélateur de positions esthétiques limites. Aussi, à travers ces trois figures du soi moderne – le soi panique illustré par Poe, le soi narcissique incarné par Stein et le soi échoïstique de



Warhol – l'auteur nous propose une analyse du destin de la communication et de la culture de masse dans le contexte de la modernité esthétique. Pan, Narcisse et Écho, voilà les trois pôles du «triangle d'Hermès» à l'intérieur desquels circulerait la conscience artistique de la modernité esthétique.

Internet de A à Z

Quand et comment Internet a-t-il vu le jour? Qu'est-ce qui explique son succès? Quelle est son originalité du point de vue de la communication? Qu'en est-il de la cyberculture et des communautés virtuelles? Existe-t-il une fracture numérique? Peut-on parler d'une révolution Internet? Voilà autant



de questions auxquelles répond cet ouvrage paru sous la plume de Serge Proulx, professeur au Département de communications.

Présentée sous la forme d'une série de questions et réponses, avec tableaux, glossaires, illustrations et repères chronologiques, *La Révolution Internet* permet au lecteur non seulement de mieux comprendre le contexte historique dans lequel est né Internet mais encore de repérer les multiples traces que ce nouveau dispositif de communication a laissées dans l'organisation sociale. Refusant les discours utopistes et idéologiques sur cette technologie qui fait désormais partie de notre quotidien, l'auteur privilégie une approche sociologique, ouverte et informée par les travaux classiques et les enquêtes récentes en sciences sociales sur les relations entre technique et société. Paru aux éditions Québec Amérique, dans la collection «En question» ●

PUBLICITÉ

LUNDI 5 AVRIL

Chaire de recherche du Canada sur le patrimoine urbain et CÉLAT

2^e colloque international Québec-Bretagne : «Pays, paysages, dépaysement. Mémoires du 21^e siècle» de 11h30 à 19h et le 6 avril de 9h à 17h30.

Conférenciers : une trentaine de chercheurs internationaux. Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements :

Isabelle Caron
987-3000, poste 3207
despaysauxpaysages@uqam.ca
www.patrimoine.uqam.ca/activites/activites.html

Centre de diffusion et d'expérimentation

Exposition collective : «La métaphore, une autre façon de voir», jusqu'au 8 avril, de 12h à 18h. Pavillon Judith-Jasmin, salle JR-930.

Renseignements :

metaphore.art.edu.uqam.ca

MARDI 6 AVRIL

Département des sciences juridiques

Les midis du droit privé : «L'harmonisation du droit des contrats : initiatives récentes en Europe et en Afrique», de 12h30 à 14h.

Conférencier : Thierry Bourgoignie, professeur, Département des sciences juridiques. Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-2235.

Renseignements :

Thierry Bourgoignie
987-3000, poste 4399
bourgoignie.thierry@uqam.ca

CIRDEP (Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente)

Midis du CIRDEP : «Mettre en marché l'éducation continue : une stratégie conforme au droit à l'éducation?», de 12h30 à 14h.

Conférencière : Lucie Lamarche, professeure en sciences juridiques. Pavillon de l'éducation, salle N-5050.

Renseignements :

Brigitte Voyer
987-3000, poste 6540
voyer.brigitte@uqam.ca
www.cirdep.uqam.ca

Département des sciences juridiques

Conférence : «Réflexions sur la place du conjoint survivant en droit français des successions au début du XXI^e siècle», de 12h30 à 14h.

Organisée conjointement par le Groupe de réflexion en droit privé de l'UQAM et la Chaire du notariat de l'Université de Montréal.

Conférencière : Sylvie Ferre-André, professeur à l'Université Jean-Moulin (Lyon III). Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-2235.

Renseignements :

Pierre-Claude Lafond
987-3000, poste 8313
lafond.pierre-claude@uqam.ca

CERT (Centre de recherches théâtrales - École Supérieure de Théâtre)

Film : «Spectacles de Yves Sioui Durand», de 13h à 14h.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-3950.

Renseignements :

987-3000, poste 6662
cert@uqam.ca

Département de musique

Concert avec l'Ensemble de cuivres et l'Orchestre d'harmonie de l'UQAM, à 20h.

Au programme : pièces d'Ewald, de Tchaïkovsky, d'Elgar, de Rossini, de Mozart et de Gershwin avec les étudiants de l'Harmonie des jeunes patriotes sous la direction de Stéphane Pichet, de l'Ensemble de cuivres et de l'Orchestre d'harmonie de l'UQAM, sous la direction de Jean-Louis Gagnon; solistes : Mathieu Longpré, cor et Chantale Létourneau, piano. Salle Pierre-Mercure.

Renseignements :

Hélène Gagnon
987-3000, poste 0294
gagnon.helene@uqam.ca

MERCREDI 7 AVRIL

CEIM (Centre Études internationales et mondialisation)

Conférence : «L'Europe de la défense : les enjeux», à 14h. Conférencier : Jean-Paul Hébert, Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques, Paris EHESS. Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715.

Renseignements :

Justin Massie
987-3000, poste 3910
www.ceim.uqam.ca

Département de danse

Spectacle : «Le bonheur n'est pas une passoire», jusqu'au 9 avril, à 20h. Également le 10 avril à 15h et 20h.

Une création dirigée par Alain Francœur, professeur invité au Département de danse; interprètes : 16 étudiantes du baccalauréat en danse.

Studio de l'Agora de la danse.

Admission générale : 6\$.

Renseignements : 525-1500

JEUDI 8 AVRIL

Centre des Femmes de l'UQAM

Conférence sur le génocide rwandais : «La vie après la guerre

officielle : ses héroïnes, ses territoires, ses tragédies, son humanité», à 18h.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1580.

Renseignements :

987-3000, poste 8940
centredesfemmes@uqam.ca

VENREDI 9 AVRIL

Chœur de l'UQAM

Grand concert du Vendredi saint : «Requiem für Mignon, Opus 98b de Schumann; Les cloches et L'île des morts de Rachmaninov», à 20h.

Interprètes : Chœur de l'UQAM, 3 chœurs d'enfants, l'Orchestre symphonique FACE sous la direction de Miklos Takacs.

Église St-Jean-Baptiste de Montréal (angle Rachel et Henri-Julien).

Admission générale : 25\$.

Renseignements :

Place-des-Arts : 842-2112
Réseau Admission : 790-1245
www.uqam.ca/choeur

MARDI 13 AVRIL

CELAT (Centre interuniversitaire sur les lettres, les arts et les traditions)

Conférence-causerie : «Patrimoine, identité et économie locale : les fêtes de la Nouvelle-France du Vieux-Québec», de 12h30 à 14h.

Conférencière : Alexandra Arellano, stagiaire postdoctorale à la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain et au CELAT.

Pavillon Saint-Denis, salle AB-9120.

Renseignements :

Caroline Désy
987-3000, poste 1664
desy.caroline@uqam.ca

Département d'études littéraires

Conférence : «De la neige jusqu'au col ou De l'espace fragmenté à l'émergence de repères», de 18h à 19h30.

Conférencière : Hélène Guy, professeure à la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-4225.

Renseignements :

Rachel Bouvet
987-3000, poste 4021
bouvet.rachel@uqam.ca

Fondation de l'UQAM

Lancement de la campagne «Prenez position pour l'UQAM», à 20h.

À l'occasion de cette soirée où sont conviés les diplômés de l'UQAM, plusieurs personnalités issues de divers programmes de l'UQAM illustreront la richesse culturelle et scientifique de l'Université lors d'un spectacle.

Centre Pierre-Péladeau.

Renseignements :

www.uqam.ca/prenez_position_fondation@uqam.ca

MERCREDI 14 AVRIL

CREQC - Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes

Conférence : «La reconquête de Montréal, revue et corrigée : les nouveaux enjeux de la question linguistique», de 12h30 à 14h.

Conférencier : Marc Levine, directeur du Centre en développement économique de l'Université du Wisconsin-Milwaukee; commentatrice : Louise Beaudoin, professeure associée à l'UQAM.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-3316.

Renseignements :

Jacques Hérivault
987-3000, poste 1609
herivault.jacques@uqam.ca
www.creqc.uqam.ca

Département des sciences économiques

Séminaire : «Real Effects of Inflation : the Role of Nominal Debt», à 15h30.

Conférencier : Martin Schneider, Université de New York.

Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-5460.

Renseignements :

Lorraine Brisson
eco@uqam.ca
www.uqam.ca/economie

Département de danse

Spectacle : «Manège à vide», une première chorégraphie de Séverine Lombardo, finissante au programme de baccalauréat en danse, jusqu'au 17 avril à 20h.

Studio de l'Agora de la danse.

Admission générale : 6\$.

Renseignements :

Robert Duguay
987-3000, poste 7812
Billetterie : 525-1500

Capteur de rêves (Maison de la culture des étudiants, étudiantes de l'UQAM)

Projection de film : «Maelström» du réalisateur Denis Villeneuve, à 21h15.

Cinéma ONF, 1564, rue St-Denis (métro Berri).

Renseignements :

Geneviève Vouligny
987-3000, poste 7889
www.uqam.ca/cineclub

JEUDI 15 AVRIL

Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Conférence publique : «Mouvements sociaux et groupes d'intérêts économiques : la mondialisation "politique" selon les acteurs de la "société civile mondiale"», de 12h30 à 14h.

Conférenciers : Simon Perrault et Guillaume Jacques, chercheurs adjoints.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020.

Renseignements :

Sophie Grenier
987-3000, poste 3366
grenier.sophie@uqam.ca
www.chaire-mcd.ca

VENREDI 16 AVRIL

Chaire Économie et Humanisme

Conférence publique : «Globalisation et agroalimentaire : de Charlevoix à Doha, quel espace pour les initiatives d'agriculture durable?», de 9h30 à 11h30.

Conférencières : Elizabeth Barham, professeure, Université du Missouri; Sophie Dufour, avocate, spécialiste en droit commercial international.

Pavillon Sciences de la gestion, salle R-M130.

Renseignements :

Marie-Lou Ouellet
987-3000, poste, 3783
ouellet.marie-lourdes@courrier.uqam.ca
www.ceh.uqam.ca

Suite en page 11 ►

PUBLICITÉ

Ajustement du marché de l'emploi à trouver

Angèle Dufresne

L'avis du Conseil de la science et de la technologie du Québec (CSTQ), rendu public le 23 mars dernier à l'UQAM, fait le constat que certains employeurs éprouvent actuellement des difficultés de recrutement de personnel hautement qualifié, mais que ces problèmes ne découleraient pas d'une pénurie généralisée de diplômés. En effet, les détenteurs de diplômes d'études postsecondaires (métiers, collégial et universitaire) trouvent généralement assez facilement de l'emploi dans un marché où un emploi sur trois (un sur deux à Montréal) se trouvent dans les secteurs dits de haute technologie.

Malgré le taux de croissance très élevé qu'a connu le Québec ces dernières années, de nombreux diplômés des sciences pures ont connu des difficultés réelles d'insertion professionnelle. Les détenteurs de diplômes universitaires en administration, éducation et santé, en revanche, étaient très en demande. Le problème, soutient le Conseil, en est un «d'allocation non optimale des travailleurs entre firmes, voire entre secteurs».

La croissance exceptionnelle qu'a

connue le Québec entre les années 1996 et 2002 avec la création de 450 000 nouveaux emplois (dont 1 sur 6 dans les industries de haute technologie) devrait, toutefois, connaître maintenant des taux de croissance moins élevés en raison de l'arrivée à maturité du secteur des technologies de l'information et des communications. Le Québec a pu répondre en grande partie à la très forte demande de main-d'œuvre grâce au relèvement important de la scolarité de la population, une évolution démographique beaucoup plus lente qu'il y a 25 ans, grâce également à la présence accrue des femmes sur le marché du travail et à l'arrivée d'immigrants très scolarisés. La part de l'emploi hautement qualifié a au moins doublé au Québec et en Ontario depuis le début des années 1960. Pour les dernières années cette part était de 34 % au Québec contre 35 % en Ontario, ce qui se compare avantageusement aux pays de l'OCDE.

Pour permettre un meilleur arrimage du marché de l'emploi au bassin de main-d'œuvre et «éviter des périodes d'attente de part et d'autre», le Conseil recommande aux acteurs concernés quatre types de stratégies :

Quelques chiffres

- Les inscriptions universitaires ont augmenté de 17 % entre 1985 et 2002. En 2001, 25 % des Québécois de 25-34 ans possédaient un diplôme universitaire.
- Le taux d'activité des femmes sur le marché du travail est passé de 41 % en 1976 à 58 % en 2002, mais reste inférieur à celui des hommes (72 %). Par ailleurs, les femmes occupent 45 % de l'ensemble des emplois, une proportion qui approche même 50 % pour les emplois hautement qualifiés.
- Les disparités régionales ne se sont pas atténuées, malgré l'embellie fulgurante du marché de l'emploi : plus de deux emplois créés sur trois se retrouvent dans la grande région montréalaise, tandis que les régions éloignées n'en récoltent que un sur dix.
- Le Québec ne reçoit que 14 % des immigrants arrivant au Canada (comparativement à 56 % pour l'Ontario), mais ceux qui choisissent de s'installer au Québec sont relativement plus scolarisés que ceux qui s'établissent en Ontario ou au Canada. Depuis 1995, 38 % possédaient un diplôme universitaire, une proportion largement supérieure à celle du reste de la population (16 %).



Photo : Michel Giroux

Dans l'ordre habituel, le recteur de l'UQAM, M. Roch Denis, la présidente du Conseil de la science et de la technologie, Mme Hélène P. Tremblay, le président du Comité de pilotage de l'avis *L'avenir de la main-d'œuvre hautement qualifiée – Une question d'ajustement*, M. Jean Nicolas, également professeur titulaire au Département de génie mécanique de l'Université de Sherbrooke, et M. Normand Roy, président du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH).

- des programmes de formation initiale revus pour doter les futurs diplômés d'une solide formation générale et d'une polyvalence qui maximisera leurs chances de décrocher un emploi;
- des efforts substantiels déployés pour rendre accessible une variété de programmes devant constituer un système de formation continue («apprentissage tout au long de la vie»);
- une diffusion large par le gouvernement – aidé par les organismes de coordination et de concertation – d'une information juste et appropriée sur l'état actuel et prévisible du marché du travail afin d'aider chacun à faire des choix éclairés;
- la création d'emploi, dans certains cas, stimulée pour les diplômés des études avancées en sciences pures notamment, par les politiques québécoise et canadienne de soutien à l'innovation et à l'économie.

La présidente du CSTQ, Mme Hélène P. Tremblay, invite tous les par-

tenaires du marché du travail à donner suite à ces recommandations, «car le marché se resserrera inéluctablement, notamment à cause de l'évolution démographique projetée. Des postes laissés vacants d'un côté, et des travailleurs incapables de se trouver un emploi conforme à leurs compétences de l'autre, auraient des répercussions néfastes que le Québec ne peut se permettre d'ignorer.»

Cet avis a été piloté par huit experts sur les questions liées au travail hautement qualifié, dont notamment

M. Yves Gingras, professeur au Département d'histoire et directeur du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) de l'UQAM.

Le Conseil de la science et de la technologie a bénéficié de la collaboration «exceptionnelle» du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH) rattaché à Emploi-Québec, qui publiait en même temps une étude intitulée *Les travailleurs hautement qualifiés au Québec. Portrait dynamique du marché du travail* •

SUR LE CAMPUS

GRIC (Groupe de recherche sur l'intégration continentale)-CEIM.

Séminaire : «Les télécommunications à l'heure des régionalismes», de 9h30 à 11h30.

Conférencier : Christophe Peyron, chercheur au GRIC-ETIC.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715.

Renseignements :

Justin Massie
987-3000, 3910
www.ceim.uqam.ca

RÉSEAU ESG UQAM

Les conférences DUO : «Les nouveaux enjeux de la gestion de la diversité», de 11h30 à 12h30.

Renseignements :

987-3010
reseau.gestion@uqam.ca
www.reseaugestion.uqam.ca

Galerie de l'UQAM

Exposition : «Printemps Plein temps 2004», Travaux des finissants du baccalauréat en arts visuels, du mardi au samedi, jusqu'au 24 avril, 12h à 18h.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120.

Renseignements :

galerie@uqam.ca
www.galerie.uqam.ca

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)

Conférence : «La recherche interdisciplinaire en santé : défis et enjeux pour les sciences sociales». Participants : Mathieu Albert, Suzanne Laberge et Lorelei Lingard, 12h30 à 14h.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.

Renseignements :

cirst@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

Date de tombée

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante : www.uqam.ca/bref/form_calendrier.htm 10 jours avant la parution.

Dernières parutions 2003-2004 :

19 avril et 3 mai.

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

À la défense de la Cinémathèque québécoise

Claude Gauvreau

La Cinémathèque québécoise, le plus important centre de documentation et de diffusion cinématographique et télévisuel au Canada, suspendra de mai à septembre 2004 ses projections de films et se voit forcée de réduire de 20 % les salaires de ses employés.

«La situation financière de la Cinémathèque est en effet particulièrement difficile», reconnaît Dominique Dugas, conservateur de la section télévision et vidéo. «Nous faisons face à une dette accumulée de plus de 700 000 \$, laquelle dépasse notre marge de crédit. Ce qui est en jeu, c'est la survie même de la seule institution au Canada qui a su développer une expertise en matière de conservation, de documentation et de diffusion du patrimoine cinématographique et télévisuel, tant national qu'international», ajoute-t-il.

Les difficultés financières rencontrées par la Cinémathèque ont suscité de vives inquiétudes dans le milieu du cinéma québécois qui a commencé à se mobiliser pour lui venir en aide. Une pétition en sa faveur circule déjà depuis quelque temps et a recueilli jusqu'à maintenant près de 7 000 signatures. «Plusieurs de mes étudiants en cinéma ont mis leur nom au bas de la pétition. Les gens de la

Cinémathèque savent désormais qu'il y a au moins 7 000 personnes au Québec qui les appuient», souligne Jean-Pierre Masse, cinéaste et professeur au Département des communications. Pour M. Masse, il faut défendre la Cinémathèque québécoise parce qu'elle est le seul organisme au pays à faire la promotion du cinéma en dehors de toute préoccupation commerciale. De plus, elle est un pôle d'affirmation et de transmission de la valeur artistique du cinéma et de la pluralité des voix dans le paysage audiovisuel, ajoute-t-il.

Trouver de l'argent

Selon Dominique Dugas, le montant total des subventions reçues en 2002-2003 par la Cinémathèque atteignait 1 731 000 \$ pour un budget de fonctionnement de 3,6 M \$. «Nous demandons au gouvernement québécois d'intervenir rapidement afin de trouver une solution au problème de sous-financement chronique de la Cinémathèque et ainsi lui permettre de remplir ses différents mandats. Si nous n'obtenons pas plus d'argent, nous pourrions être forcés d'abandonner certaines de nos activités, comme la tenue d'expositions», explique M. Dugas.

La Cinémathèque reçoit des subventions annuelles du ministère de la

Culture et des Communications du Québec (1,1 million \$), du Conseil des arts du Canada (180 000 \$) et du Conseil des arts de Montréal (80 000 \$). Elle bénéficie également de l'aide financière d'organismes du secteur privé, comme le groupe Astral, CFCF ou TVA international, qui financent certains projets précis pour une période de temps déterminée.

«Nous souhaitons obtenir un appui financier public qui soit substantiel et récurrent. La subvention du ministère de la Culture et des Communications n'a pas augmenté depuis neuf ans», souligne M. Dugas. «Différentes avenues sont à explorer. Tout en encourageant le secteur privé à investir davantage dans le soutien à la Cinémathèque, le gouvernement pourrait inciter des organismes publics comme Hydro-Québec ou Loto-Québec à nous soutenir par la voie, notamment, de commandites. Et pourquoi ne pas déplacer une partie des profits de la Régie québécoise du cinéma - au-delà de 8 millions \$ par année - vers la Cinémathèque?»

Jusqu'à maintenant, les employés de la Cinémathèque ont fait leur part pour tenter de sauver l'institution, ajoute le conservateur. «Des mises à pied nous apparaissaient une voie suicidaire car une réduction du personnel aurait signifié se débarrasser d'expertises essentielles au fonctionnement de la Cinémathèque. Alors, nous avons nous-mêmes proposé à la direction une baisse de salaire, ce qu'elle a acceptée.

Mobiliser le milieu

Pour le cinéaste et professeur Jean-Pierre Masse, le milieu québécois du cinéma doit se mobiliser d'une seule voix pour défendre une institution dont l'expertise concernant les cinémas canadien et québécois, ainsi que le cinéma d'animation, est universellement reconnue. «Le rôle de conservation de la Cinémathèque est extrêmement précieux quand on connaît le



Photo : Nathalie St-Pierre

La Cinémathèque québécoise, voisine de l'UQAM.

nombre éffarant de films qui sont disparus de la circulation ou dont les copies sont aujourd'hui introuvables. Il n'y a qu'à la Cinémathèque où l'on peut voir les films des grands documentaristes, les premières œuvres d'Alain Resnais ou les copies rénovées des films de Fellini. Quant à son centre de documentation, que plusieurs de mes étudiants fréquentent, il

est absolument unique et fourmille de trésors. Enfin, c'est un lieu d'animation et de rencontres inestimable. Je me souviens lorsque j'étais étudiant en cinéma à Paris, au début des années 60, j'assistais régulièrement aux projections de la Cinémathèque française. C'est grâce à elles si j'ai découvert le cinéma japonais et les œuvres de tant d'autres cinéastes.»

La Cinémathèque québécoise n'a absolument pas l'intention de mettre la clé dans la porte, affirme Dominique Dugas. «Nous nous sommes donné un an pour trouver un mode de financement adéquat. D'ici là, même si les séances de projection sont suspendues durant l'été, certaines activités publiques seront maintenues comme l'exposition consacrée dès le 15 avril au Québécois Raoul Barré, un pionnier du cinéma d'animation et de la bande dessinée. Enfin, du 6 avril au 1^{er} mai, nous présenterons un cycle *Jean Cocteau* constitué d'une rétrospective de ses films et de productions de cinéastes inspirées de son œuvre.»

Il existe plusieurs cinémathèques au Canada et ailleurs dans le monde, rappelle Dominique Dugas, mais la Cinémathèque québécoise, soutient-il, se démarque par sa capacité à établir un équilibre entre diffusion et conservation. «L'autre jour, nous présentions un film du grand documentariste Chris Marker. Dans la salle se trouvaient Louis Bélanger, Denis Villeneuve et Jeanne Crépeau qui comptent parmi nos meilleurs jeunes réalisateurs. De cette façon, la Cinémathèque joue un rôle d'éducation et exerce un impact sur la création en nourrissant nos propres cinéastes.» ●

Gagnants des billets du CPP

Les gagnants des tirages récents du Centre Pierre-Péladeau, qui ont lieu chaque vendredi pour les étudiants et les employés de l'UQAM, sont Mme Suzanne BRAIS, secrétaire du vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires administratives, et M. Michel LAPOINTE, technicien en information aux Services à la vie étudiante (aide financière). Au moment d'aller sous presse, les gagnants n'avaient pas encore choisi leurs billets pour un des spectacles de la programmation 2003-2004 du Centre Pierre-Péladeau.



Bulletin de participation pour le tirage hebdomadaire d'une paire de billets, au choix du gagnant, pour une activité de la programmation 2003-2004 du Centre Pierre-Péladeau. Sont éligibles au tirage tous les employé(e)s et étudiant(e)s de l'UQAM. Les gagnants devront présenter une *Carte UQAM* d'employé ou d'étudiant pour réclamer leur prix. Une même personne ne pourra gagner plus d'une fois au cours de la saison 2003-2004 afin de laisser la chance au plus grand nombre de profiter de cette offre de billets gratuits.

[Écrire en lettres moulées]

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone : _____

Étudiant(e) - Programme : _____

Employé(e) - Fonction : _____

À déposer dans la boîte de tirage située dans le hall du Centre Pierre-Péladeau. Les tirages se feront tous les vendredis, à 16h, jusqu'au 7 mai 2004. Les gagnants seront notifiés le lundi suivant.

Le journal *L'UQAM* publiera le nom des gagnants à chacune de ses parutions.

Un lieu de mémoire

Fondée en 1963, la Cinémathèque québécoise est à la fois un musée et un lieu d'archives, vouée à la conservation et à la diffusion non seulement du cinéma mais aussi de la télévision et de la vidéo. Dans les faits, elle remplit un triple mandat :

- **Conservier** : le mandat premier de la Cinémathèque est de conserver les films et les archives télévisuelles. Ses collections comptent plus de 35 000 titres sur pellicules, quelque 15 000 heures sur ruban magnéto-scopique (télévision ou vidéo), 600 000 photos, 28 000 affiches, ainsi que des objets, des éléments de décor et des costumes;
- **Documenter** : la Cinémathèque s'est aussi donné comme mandat d'acquiescer à peu près tout ce qui se publie de par le monde sur le cinéma, la télévision et la vidéo. On peut y consulter 15 000 scénarios et documents de production, 3 000 titres de revues et des milliers de dossiers sur les sujets les plus variés;
- **Diffuser** : par ses séances de projections publiques, la Cinémathèque vise à rendre accessible à un public large et diversifié le patrimoine cinématographique et télévisuel national et international dans toute sa pluralité. À travers des rétrospectives, des cycles et des thèmes, elle témoigne du passé et du présent du cinéma et de la télévision.

PUBLICITÉ